



UNION DEPARTEMENTALE C.G.T.

DE LA SARTHE

4, RUE D'ARCOLE - 72000 LE MANS
TEL. 02.43.14.19.19. - FAX. 02.43.14.19.00

e-mail : ud-cgt72@wanadoo.fr

site-internet : www.udcgt72.org



Communiqué de presse de l'Union Départementale CGT

Non aux cadeaux au patronat ! La CGT ne participera pas à la table ronde du mardi 15 juillet 2014 organisée par le Préfet

Après les élections municipales, le résultat des élections européennes a confirmé le rejet grandissant de la population envers la politique menée dans notre pays, en Europe. Cette politique conduit à toujours plus d'austérité pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi.

Or le gouvernement ne semble pas disposé à changer de cap. Au contraire, il accélère ses réformes, celles-ci menacent l'avenir des jeunes, des retraités et des plus pauvres. Dans le même temps, il accorde toujours plus de cadeaux au patronat.

La mise en œuvre du pacte de responsabilité en est un exemple puisque par la voie du MEDEF, le patronat entend ne concéder aucune contrepartie aux 50 milliards de cadeaux aux entreprises. Pire même, puisque le MEDEF réclame haut et fort la suppression du Code du Travail, une réforme du système de santé, la fin du SMIC, etc....

C'est dans ce contexte que s'est tenue la 3^{ème} conférence sociale voulue par le Président de la République. L'organisation de celle-ci a donné lieu à quatorze réunions préparatoires, avec des mesures qui semblaient déjà décidées et convenues avec le patronat. Le gouvernement n'a donc montré aucune volonté d'ouvrir de véritables débats sur les sujets de préoccupation de la CGT et des salariés. Pire, le 1er ministre, en répondant favorablement au chantage du patronat concernant le report de la mise en œuvre du « compte pénibilité », a créé les conditions d'une non participation de la CGT aux travaux de la conférence sociale, il en porte l'entière responsabilité !

Au niveau départemental, le Préfet de La Sarthe invite les organisations syndicales, à « une rencontre sociale » le mardi 15 juillet 2014 afin de faire un point sur l'emploi et pour présenter les principes de mise en œuvre du pacte de responsabilité.

La CGT a décidé de ne pas participer à cette réunion. Nous attendons autre chose du dialogue social de la part d'un gouvernement dit « de gauche ».

La CGT s'emploiera dans les jours et semaines à venir à mobiliser les salariés, pour exiger une autre politique sur l'emploi, les salaires, les pensions, la protection sociale, l'avenir des services publics, du régime d'allocation chômage des intermittents. Il est urgent que le gouvernement change de cap et arrête de s'en remettre aux sirènes du capitalisme au risque d'être responsable de lendemains difficiles mettant en péril la démocratie dans notre pays.

Les salariés, les retraités, les privés d'emploi doivent prendre leurs affaires en main et ne pas se laisser séduire par l'extrême droite qui utilise la misère sociale, la montée des inégalités et la hausse du chômage pour diffuser, par ses idéaux, le racisme, la discrimination et ne provoque que le repli sur soi.

Le Mans
Le 10 juillet 2014